

RAPPORT.

6.13
04.24 - 05.2
30 MEI 1952
ACD/140538

's-Gravenhage, 28 Mei 1952.

NIET O.K.
ACD/43
DAT: 31/5-52
PAR: 8.

VAN : KEB
AAN : HB

No. : E 1766

Ond.: Overzicht van de Communistische Pers in Frankrijk.

Sardine's overzicht van de communistische pers in Frankrijk over April 1952 dezerzijds van Sardine ontvangen om te behouden.

40518.

No: 2532

Date: 6.5.52.

FRANCE

Communism

Review of the Communist Press in France

April 1952

PART I - GENERAL

1. Les deux slogans d'avril étaient: protestez contre l'emploi d'armes bactériologiques en Corée et en Chine; protestez contre l'occupation américaine. En outre de ces deux thèmes principaux, la presse communiste continuait à suivre les autres mots d'ordre; solidarité avec les peuples des colonies; campagne contre le réarmement de l'Allemagne et pour une solution pacifique du problème allemand; contre la politique de guerre, de misère et de fascisation; campagne pour un changement de politique en une politique française de paix, de progrès et d'indépendance nationale; lutte pour l'augmentation de salaires; retour normal aux 40 heures. A ces derniers mots d'ordre s'est joint récemment un nouveau thème: opposition aux méthodes de productivité.
2. La campagne contre l'emploi par les Américains d'armes bactériologiques en Corée et en Chine, déclanchée vers la fin du mois de mars, a pris en avril un grand élan et les communistes ont fait tout leur possible pour y entraîner des larges couches de la population française. Ils n'y ont pas réussi et ils commencent à s'en apercevoir. C'est probablement pour cette raison que la déclaration du parti, publiée à la veille du Premier Mai, passe sous silence cette question qui a coûté à la presse communiste de tonnes de papier-journal.
3. Quant au second slogan principal du mois d'avril, campagne contre l'occupation américaine, le parti continue à enregistrer quelque progrès sans toutefois arriver pour le moment à entraîner la population à des voies de fait.
4. Parmi les autres mots d'ordre, c'est la campagne de solidarité avec les peuples des colonies qui avait la priorité. Le parti continuait à envoyer en Afrique du Nord de correspondants spéciaux choisis parmi les journalistes et les artistes. Les reportages de ces pays étaient nombreux et remplis des descriptions des atrocités commises par l'administration française.
5. A la campagne contre le réarmement s'est joint, vers la fin du mois, l'appel à la population française l'invitant à protester contre la nomination du général RIDGWAY au commandement suprême des Alliés en Europe.
6. Parmi les problèmes d'organisation c'est la question des effectifs P.C.F. et C.G.T. qui continuait à préoccuper les dirigeants communistes. Des appels répétés au recrutement dénotent le fait que le nombre d'adhérents montre une tendance décroissante. Les récentes élections des délégués mineurs ont certainement provoqué une vive inquiétude à la direction de la C.G.T. Pour la première fois depuis des années les cégétistes ont souffert un léger recul.
7. L'indiscutable popularité, que le nouveau gouvernement a su gagner parmi des larges couches de la population présente pour les communistes le danger de diminuer la combativité de la masse ouvrière. D'autre part, les efforts du gouvernement d'augmenter la productivité de travail menace de porter un coup dur à l'influence communiste, en apportant aux travailleurs des gains immédiats.

D. Solidarité avec les peuples des colonies

DUCLOS félicite les dockers de Bordeaux pour avoir refusé de charger des canons destinés au Maroc(para 22).

Léon FEIX lance l'appel à multiplier les actions pratiques de masse contre la fabrication et la manutention du matériel de guerre(para 23).

Léon FEIX lance l'appel à l'union des travailleurs français avec les travailleurs nordafricains par l'élimination de certaines incompréhensions - entretenues par l'ennemi commun - dont pas un ne résiste à une discussion franche et loyale(para 24).

E. "L'occupation américaine"

Reportages et articles tendant à ameuter la population contre la présence des troupes américaines en France(para 25).

F. Le réarmement de l'Allemagne

La constitution par le M.R.A.P. du Comité d'Action contre le Réarmement de l'Allemagne; sa composition(para 26).

L'attitude du journal "Le Monde" envers le réarmement allemand(para 27).

G. La nomination du général RIDGWAY

La réaction de la presse communiste contre la nomination du général RIDGWAY(para 28).

Le protestation de la Commission permanente du Mouvement de la Paix (para 29).

H. Campagne contre la politique de guerre, de misère et de fascisation.

Jacques DUCLOS affirme que la mise en application de la politique américain en France est en état de crise du fait de l'opposition populaire qu'elle soulève et que cet état de choses ne peut manquer de s'aggraver(para 30).

Michel LIMBOURG attaque les dirigeants socialistes qui ne s'opposent pas suffisamment aux projets financiers du gouvernement PINAY(para 31).

I. La guerre bactériologique en Corée

La déclaration d'Yves FARGE(para 32).

Les déclarations de Jacques DUCLOS et d'Etienne FAJON(para 33).

"L'Observateur" déclare que, tout en admettant qu'il est évident qu'un certain nombre de faits cités par la presse communiste ne méritent aucun crédit, en revanche, il y en a d'autres qui appellent une étude sérieuse; l'hebdomadaire cité accompagne ces remarques du témoignage du Maître Marc JACQUIER(para 34).

Le Mouvement de la Paix organise une conférence de presse au cours de laquelle Yves FARGE fait la relation des faits dont les membres du Bureau du Conseil Mondial de la Paix ont eu connaissance et Marc JACQUIER expose les constatations de la commission d'enquête en Chine et en Corée de l'Association internationale des juristes démocrates(para 35).

Le Conseil National du Mouvement de la Paix adopte une résolution invitant la population à se dresser contre la guerre bactériologique(para 36).

J. Forces Françaises de Résistance

La constitution du Comité d'Union de la Résistance dans la Somme (para 37).

PART V - INTERNATIONAL CONTACTS - Paras 38 - 50

A. La Conférence économique de Moscou

L'article de Jacques ARMEL dans l'Observateur(para 38).

La composition du Comité de contribution au développement du commerce international(para 39).

La constitution du Comité National qui sera chargé de développer le commerce de la France avec les pays de l'Est(para 40).

Le dîner-conférence de la revue "Cahiers Internationaux"(para 41).

La déclaration de Paul BASTID(para 42).

Les impressions de voyage de Jean CABUROL, un des délégués français à la Conférence(para 43).

/Départ de.....

Départ de Robert CHAMBEIRON, secrétaire général du Comité de contribution au commerce international, pour la Chine(para 44).

B. Association internationale des juristes démocrates

La Conférence du Conseil de l'Association internationale des juristes démocrates à Vienne(para 45).

C. Yves FARGE en Chine

Yves FARGE se rend en Chine pour assister aux fêtes en l'Honneur de Victor Hugo(para 46).

D. Conférence internationale pour le règlement pacifique du problème allemand

La réunion le 4 mai, à Bâle du comité d'initiative chargé de préparer la Conférence internationale pour la solution pacifique du problème allemand. La réunion probabel de cette conférence les 14 et 15 juin(para 47).

E. Conférence des Eglises de l'U.R.S.S. pour la défense de la paix.

L'abbé Jean BOULIER, le pasteur NIEMOLLER et le doyen Hewlett JOHNSON invités à Moscou pour participer à la Conférence des Eglises de l'U.R.S.S. pour la Défense de la paix(para 48).

F. Artistes français à Varsovie

Un groupe des artistes français s'est rendu à Varsovie pour assister à l'exposition d'art français contemporain(para 49).

G. Les relations entre l'U.N.E.F. et l'U.I.E.

Gerard de BERNIS, ancien président de l'U.N.E.F., trace l'historique des relations de cette organisation avec l'U.I.E.(para 50).

PART VI - MISCELLANEOUX, Paras 51 - 53

A. Le Vatican et le Mouvement de la Paix

Victor LEDUC déclare que les succès remportés dans la voie de l'unité d'action entre les communistes et les catholiques gênent considérablement le Vatican(para 51).

B. La santé de Maurice THOREZ

Francois BILLOUX retour de l'U.R.S.S. déclare à nouveau que Maurice THOREZ a repris sa participation à la direction du P.C.F.; son rétablissement serait en progrès constant(para 52).

C. Publicité en faveur des républiques populaires d'Europe

La revue mensuelle "Democratie Nouvelle" a édité pour le premier Mai un numéro spécial sur la situation générale, politique et économique dans les six républiques populaires d'Europe(para 53).

No: 2532

Date: 6.5.52.

F R A N C E

Communism

Review of the Communist Press in France
April 1952

S U M M A R Y

PART I - GENERAL - Paras 1 - 7

PART II - STRENGTH - Paras 8 - 12

A. P.C.F.

La direction du parti n'est pas satisfaite de l'état des effectifs (para 8).
Les effectifs de l'U.F.F. (para 9).

B. C.G.T.

Les avoux de Benoit FRACHON (para 10)
Le recul de la C.G.T. aux élections des délégués des mineurs (para 11)
L'unique victoire électorale de la C.G.T. chez SIMCA (para 12).

PART III - INTERNAL PROBLEMS - Paras 13 - 17

A. P.C.F.: recrutement et meilleur fonctionnement de cellules
André SOUQUIERE critique le travail de recrutement et les insuffisances de l'organisation du parti dans les usines (para 13).

André SOUQUIERE ouvre la discussion sur le thème: comment améliorer l'activité de tous les communistes, comment améliorer l'activité de l'organisme de base du parti: la cellule (para 14).

B. Comité Confédéral National de la C.G.T.

Le rapport de Lucien MOLINO sur "les luttes ouvrières et les problèmes d'organisation" (para 15)

"La Vie Ouvrière" devient l'organe officiel de la C.G.T.;

Le discours de clôture de Benoit FRACHON (para 17).

La composition du comité de direction de "la Vie Ouvrière";
la protestation contre l'emploi de l'arme bactériologique; la solidarité avec les peuples des pays coloniaux (para 17a).

PART IV - TACTICS - Paras 18 - 37

A. Les mots d'ordre

La déclaration du Premier Mai contenant les mots d'ordre du parti (para 18).

B. Unité d'action

Les efforts pour développer l'unité d'action à la base (para 19).

C. Opposition aux méthodes de productivité

Le P.C.F. s'inquiète des expériences faites dans les "usines-témoins" (para 20).

La Section centrale économique du Comité central du P.C.F. publie la deuxième édition de l'étude "La Productivité du Travail" avec la préface de Jean FRONTIEU, qui déclare que les communistes français combattent "l'opération productivité" destinée à arracher à la classe ouvrière un peu plus de ses forces vitales et tenter à lui ravir sa lucidité et diviser ses rangs (para 21).

D. Solidarité avec.....

PART II - STRENGTH

A. POF

8. Si l'on juge par des appels répétés au recrutement de masse et par le lancement d'une nouvelle promotion du 52ème anniversaire de Maurice THOREZ, la direction du PCF est loin d'être satisfaite de l'état des effectifs. Toutefois, la presse communiste s'est bien gardée de publier de précisions.

9. Une seule information qui a pu être recueillie concerne l'Union des Femmes Françaises, affiliée au parti. Julie DEWINTER, membre du Bureau directeur de l'U.F.F., exprime l'espoir (Femmes Françaises du 26.4.52.) que pour le IVème Congrès de l'U.F.F., qui se tiendra à Paris les 31 Mai, 1er et 2 juin, 500.000 femmes auront la carte U.F.F. et le journal "Femmes Françaises" sera diffusé à 150.000 exemplaires.

B. C.G.T.

10. La presse communiste évite toujours de donner des précisions sur les effectifs de la C.G.T., mais il y a de nombreux indices qui dénotent une tendance décroissante. Ainsi, Benoit FRACHON, secrétaire général de la C.G.T., en parlant des travaux du Conseil Confédéral National, avoue indirectement que le nombre d'adhérents diminue. Il écrit en effet (l'Humanité du 8.4.52.):-

"Nos adversaires, qui seraient bien heureux que leurs mensonges deviennent des réalités, peuvent bien répéter sans cesse que la C.G.T. s'affaiblit, tout cela n'a pas grande importance.

Ce qui compte, c'est qu'elle est la seule qui ait suffisamment d'autorité pour recruter des centaines de milliers de nouveaux adhérents. Quelques fédérations, comme les Métaux, par exemple, comptent déjà quelques dizaines de milliers de membres de plus que l'année dernière."

11. D'autre part, les résultats des élections des délégués des mineurs, qui se sont déroulées, le 18.4.52., dans toutes les régions minières, marquent un léger recul des positions cégétistes. Ce recul s'est fait sentir, en particulier, dans le bassin du Nord et du Pas-de-Calais. Les résultats pour toute la France étaient comme suit:

"Sur 206.732 mineurs, 166.490 (80.5%) ont participé au scrutin, ont obtenu: C.G.T.: 108.773 voix (66.6%); F.O. 33.492 voix (20.5%); C.F.T.C. 20.962 voix (12.9%); En 1949, les pourcentages avaient été les suivants: C.G.T. 69.3, F.O. 20.8, C.F.T.C. 9.9."

12. Au cours du mois d'avril, la C.G.T. n'a pu signaler qu'une seule victoire électorale notamment chez SIMCA. D'après l'Humanité du 21.4.52, avec 2.012 voix (395 de plus que l'année précédente) la C.G.T. obtient 22 sièges (au lieu de 16) sur 42, les Indépendants 10 sièges (792 voix) et les Autonomes 10 également (913 voix). La C.F.T.C. qui n'a pas de délégués, a obtenu 161 voix. La C.G.T. totalise à elle seule plus de voix que les autres syndicats. Elle a reconquis la majorité.

PART III - INTERNAL PROBLEMS

A. P.C.F.: recrutement et meilleur fonctionnement de cellules

13. André SOUQUIERE, secrétaire à l'organisation de la Fédération de la Seine du P.C.F., annonce qu'au cours de l'assemblée de la Mutualité, offerte aux nouveaux adhérents, chacun des présents a été appelé à participer activement au succès de la promotion du 52ème anniversaire de Maurice THOREZ.

"Recruter, et surtout recruter à l'entreprise afin de consolider développer, créer l'organisation dans l'usine, c'est un autre cadeau qu'il nous appartient de faire à Maurice".

SOUQUIERE insiste qu'il faut améliorer le travail de recrutement et il fait deux constatations:

- (1) Lors de la récente promotion les meilleurs résultats n'ont pas été obtenus dans les entreprises.
- (2) C'est parce que, malgré des améliorations sensibles, l'organisation du parti dans les usines est encore insuffisante que les militants éprouvent parfois dans telle ou telle section des difficultés à réagir rapidement. (France Nouvelle du 5.4.52.).

14. Le même SOUQUIERE reprend le thème: comment l'organisme de base du parti, la cellule, va vivre mieux. Ce thème préoccupe constamment les dirigeants communistes. SOUQUIERE écrit (France Nouvelle du 26.4.52.)

"Nous répétons à chaque instant: tout dépend de nous, les communistes. C'est vrai qu'il dépend de nous, de notre travail de renforcer, développer les immenses succès obtenus à ce jour sur les fauteurs de guerre....."

B. Comité Confédéral National de la C.G.T.

15. Le Comité Confédéral National de la C.G.T. s'est réuni à Paris, les 3 et 4 Avril. L'objet de cette réunion était d'examiner les formes d'organisation et de les améliorer pour pouvoir mieux réaliser les tâches qui se posent devant la C.G.T.

Le rapport sur "les luttes ouvrières et les problèmes d'organisation a été présenté par Lucien MOLINO, membre titulaire du Comité Central du PCF et un des secrétaires confédéraux de la C.G.T., qui joue un rôle de plus en plus important dans la direction de cette dernière. Après avoir décrit la situation actuelle du mouvement syndical communiste, MOLINO pose la question quelles sont les possibilités de réaliser l'union syndicale, et répond qu'il y en a de très grandes. Il parle de luttes menées dans le passé et souligne l'importance du 12 février 1952 et de la lutte pour un changement de politique:

"La classe ouvrière, sous la direction de la C.G.T. et de ses deux secrétaires généraux, Benoit FRACHON et Alain LE LEAP, ont mis en échec les gouvernants et leur politique. Et la première leçon que nous pouvons en tirer c'est que c'est de la C.G.T., de ses organisations et de ses militants que dépend l'issue de la lutte, les travailleurs le comprennent.

"Les résultats des élections de délégués en témoignent, nous y maintenons notre influence soit de 70% à 75% des voix et dans certains cas nous les augmentons.

"Nous avons examiné les résultats obtenus par les organisations dans le domaine du travail d'organisation. Nous avons constaté l'amélioration sensible pour certaines U.D. et fédérations.

"Mais les données générales ne peuvent être considérées comme satisfaisantes et suffisantes et nous ne pouvons nous tenir pour parfaitement satisfaits. Si nous nous en contentions, ce serait d'ailleurs ne rien voir, ne rien comprendre à l'évolution de la classe ouvrière depuis 1947. C'est par centaines de milliers que les adhésions doivent s'enregistrer à la C.G.T. Partout nos syndicats doivent être capables de répondre aux travailleurs qui, dans de nombreuses usines, chantiers et bureaux, attendent et réclament la C.G.T.

"Il convient donc partout de faire l'appel aux adhésions massives, d'organiser systématiquement le recrutement, de constituer ou reconstituer des sections syndicales et des syndicats."

MOLINO donne ensuite des directives pour l'amélioration du travail d'organisation: renforcement de l'activité des militants dans les entreprises, perfectionnement du fonctionnement des organisations syndicales, meilleure utilisation des délégués du personnel et des comités d'entreprise, changement des méthodes de travail, travail collectif, établissement de plans de travail, constitution de commissions de travail dans des U.D. qui n'en ont pas en activité (commissions féminines, de jeunes, de la Sécurité sociale, commission juridique et des prud'hommes, organisation et diffusion de la presse).

/MOLINO consacre...

MOLINO consacre la dernière partie de son rapport au problème de l'unité de la classe ouvrière:

"La bataille de l'unité doit être notre souci permanent, c'est de sa réalisation que dépendent non seulement les succès revendicatifs, mais aussi la politique générale de notre pays."

Tout en déclarant que la C.G.T. a progressé dans ce domaine, MOLINO trouve qu'il faut faire mieux:

"Les militants de la C.G.T. ont le devoir d'être plus attentifs, d'apporter plus de dynamisme, de courage, plus de courage à l'organisation, des luttes et de l'unité ouvrière."

"Malgré les manoeuvres et face à l'accentuation de la politique antiouvrière et sociale du gouvernement, la lutte de la classe ouvrière s'amplifie sur la base d'une unité d'action plus grandissante."

"Il convient d'affirmer avec force et précision les revendications économiques et sociales sur lesquelles nous devons mener une action immédiate et persévérante."

"La situation impose, de notre part, de mieux préparer les mouvements de grève, le facteur essentiel étant l'unité."

"Soitante pour cent dans un vote ne suffisent pas à assurer le succès d'une grève, c'est pourquoi nous devons organiser des comités d'unité d'action, élus par les travailleurs, qui doivent être maintenus pour prendre en main l'action revendicative de chaque jour."

"Ces comités d'action doivent, en toutes circonstances, consulter les travailleurs et les appeler eux-mêmes à briser les tentatives de division."

"Il nous faut faire un effort particulier dans ce domaine, par exemple: avoir le souci de trouver les moyens, les mots d'ordre, les méthodes d'action pour garder le contact."

"Le problème essentiel c'est de maintenir en permanence le contact entre les différentes organisations à la base, si nous faisons cela nous irons plus vite vers la constitution de sections syndicales uniques, nous aurons créé les conditions qui tiendront compte de la volonté des travailleurs: donner à leur unité d'action un caractère permanent."

16. Au cours de cette première journée du C.C.N. Gaston MONMOUSSEAU, un des secrétaires confédéraux et directeur de "La Vie Ouvrière" a présenté les propositions du Bureau Confédéral relatives à ce journal et à l'organe de la C.G.T. "Le Peuple". Ces propositions ont été adoptées dans une résolution attribuant à l'hebdomadaire "La Vie Ouvrière" le titre de journal officiel de la C.G.T. et transformant "Le Peuple" en organe bi-mensuel de la C.G.T. destiné aux problèmes se rattachant à la vie intérieure à l'activité et à l'organisation du mouvement.

En parlant de cette réorganisation de la presse cégétiste Jacques MARCON, directeur de l'hebdomadaire "Le Peuple", a déclaré, que, dorénavant, son journal n'aura pas à suivre l'actualité et pourra se consacrer uniquement aux problèmes de cadres, aux problèmes de militants et d'éducation syndicale:

"Cette nouvelle formule est, je m'en réjouis le premier, la fin d'une équivoque, qu'on le veuille ou non. Autrefois, il y avait des tendances organisées au sein de la C.G.T. Maintenant, il y a peut-être des nuances d'opinions, des pensées diverses, mais il n'y a plus de tendances organisées et cela représente pour nous tous une victoire sur nous-mêmes."

"Il n'y aura pas trop de deux journaux officiels de la C.G.T.: un destiné aux masses, un destiné aux cadres syndicaux et aux militants."

17. Dans son discours de clôture, Benoit FRACHON, secrétaire général de la C.G.T., a tiré des conclusions des débats:

"Les interventions qui ont été faites au cours de ces deux jours ont été bonnes en général. Les camarades qui sont venus à la tribune ont souligné l'apreté de la lutte, les difficultés toujours plus grandes, sans pour cela en tirer des conclusions pessimistes."

/"Certains.....

"Certains, cependant, se sont plaints du nombre toujours croissant des tâches. Je crois que la formule est impropre et qu'il faut dire que notre tâche unique prend des aspects plus nombreux et plus divers."

FRACHON souligne qu'il faut apprendre à mieux travailler, à mieux utiliser les possibilités. Entre toutes les tâches qui se posent devant les militants cegetistes le problème de l'unité est un problème capital:

"Si la C.G.T. conserve son influence, si elle est devenue pour les ouvriers l'emblème de l'organisation de toute la classe ouvrière, c'est parce qu'elle mène une ardente campagne d'unité. Si elle la menait plus profondément, plus systématiquement, avec plus d'intelligence, si la lutte pour l'unité n'était pas seulement le fait de quelques centaines, de quelques milliers de dirigeants, mais de tous les syndiqués de la C.G.T., et en particulier de tous ses cadres actifs qui représentent des centaines de milliers d'hommes et de femmes, nous aurions vite bousculé toutes les résistances."

En parlant de formes de lutte, FRACHON souligne qu'il faut être constamment en éveil pour les adapter aux exigences du moment. Il faut être attentif à tout mouvement de la classe ouvrière, car le plus souvent, les militants ont à apprendre d'elle;

"Nous sommes à une période où il faut trouver les moyens de harceler les patrons sous mille formes et rechercher les meilleures pour assurer le succès. C'est pourquoi, quand la lutte dans un sens se complique il faut chercher d'autres formes, mais les chercher avec les ouvriers eux-mêmes."

En concluant son discours, FRACHON insiste sur le rôle important que doivent jouer les délégués du personnel:

"Ayez l'objectif de faire de milliers d'entre eux des militants actifs, avec un travail, si petit soit-il. Reconsez la campagne pour des élections. Voyez vos secrétaires de syndicats et aidez-les à comprendre cela."

17a Après la réorganisation décidée par la C.C.N., la direction de "La Vie Ouvrière" se présente comme suit:

Présidents d'honneur: Benoit FRACHON et Alain LE LEAP,
secrétaires généraux de la C.G.T.

Comité de direction: Gaston MONMOUSSEAU, directeur du journal;
Lucien JAYAT, Jules DUCHAT, Germaine GUILLE, Jacques MARION,
Lucien MOLINO, secrétaires confédéraux; Eugène HENAFF, secrétaire
général de l'Union des Syndicats de la région parisienne;
André LUNET et Léon MAUVAIS, membres titulaires de la Commission
Administrative de la C.G.T.

Comité de rédaction: à l'ancien comité de rédaction viendront
s'ajouter des militants de directions fédérales, et de grandes
organisations syndicales.

En outre le C.C.N. a adopté une résolution appelant tous les travailleurs pour adresser à l'O.N.U., à l'Ambassade des Etats-Unis, au gouvernement français, et par leur pression et leur indignation, imposer aux Etats-Unis la ratification et le respect de la Convention internationale du 17 juin 1952 interdisant l'emploi de l'arme bactériologique et pour la cessation de la guerre de Corée. Une résolution appelle les militants et les organisations à faire connaître la situation des peuples coloniaux et dépendants et à manifester leur volonté de voir cesser le régime de terreur imposé à la Tunisie et reconnaître les droits légitimes du peuple tunisien.

PART IV - TACTICS

A. Les mots d'ordre

18. Dans une déclaration publiée la veille du Premier Mai, le PCF donne, comme suit, les mots d'ordre du parti:
- l'augmentation de salaires;
 - retour normal aux 40 heures et opposition aux méthodes de productivité;
 - solidarité avec les peuples des colonies;
 - protestation contre l'occupation américaine;
 - contre le réarmement de l'Allemagne et pour une solution pacifique du problème allemand;
 - contre la politique de guerre, de misère, et de fascisation;
 - pour un changement de politique en une politique française de paix, de progrès et d'indépendance nationale.

Il est remarquable que dans cette déclaration la direction du parti passe sous silence la campagne contre la guerre bactériologique qui pourtant, pendant tout le mois d'avril, occupait des pages entières de la presse communiste et apparentée, il se peut bien que ce soit le signe que cette campagne, destinée surtout à rallier autant du parti des larges couches de sympathisants, se solde par un échec n'ayant convaincu du danger bactériologique que les militants communistes et certains compagnons de route.

B. Unité d'action

19. La lutte pour l'augmentation de salaires devient de plus en plus difficile vu que les efforts du gouvernement PINAY semblent aboutir à une stabilisation de prix. Les larges couches de travailleurs adoptent une attitude attentiste et ne se montrent nullement prêts à tenter de mouvements de grève. Le P.C.F. et sa C.G.T. utilisent cette grève pour renforcer leurs organisations de base et développer l'unité d'action entre différents syndicats et sections syndicales.

C. Opposition aux méthodes de productivité

20. En même temps, le P.C.F. mène une campagne de plus en plus violente contre les efforts du gouvernement et du patronat français tendant à améliorer la productivité de travail. Les dirigeants communistes se sentent menacés par les mesures prises dans des "usines-témoins" qui rencontrent souvent un bon accueil non seulement dans les masses ouvrières mais aussi parmi certains militants communistes et cégétistes.

21. L'importance qu'attache le P.C.F. à cette question est démontrée par la récente publication, par la Section Centrale économique du Comité Central du P.C.F., de la deuxième édition de l'étude théorique "La Productivité du Travail" avec la préface de Jean FRONTEAU, député, membre du Comité Central du P.C.F. et membre de la Commission des Affaires Économiques de l'Assemblée Nationale. Dans sa préface FRONTEAU constate que cette étude paraît à un moment où la "Campagne pour l'accroissement de la productivité" connaît une intensification considérable. Il affirme que cette propagande dissimule ses buts véritables:

"(1) Réaliser la main-mise américaine directe sur le potentiel économique du pays.

(2) Provoquer dans les entreprises un "climat social" de collaboration de classes facilitant la politique de réarmement à outrance et de préparation à la guerre d'agression."

FRONTEAU exprime l'espoir que la classe ouvrière sera capable de disloquer les opérations impérialistes les plus habilement montées et de mettre en échec tous leurs plans. Il se demande pourquoi les dirigeants américains ont-ils abandonné le thème du "Plan Marshall"

/pour lui.....

pour lui substituer celui de "l'augmentation de la productivité". Il y répond que ce changement consacre l'aveu de la faillite politique du Plan Marshall. Il fallait trouver autre chose pour "résoudre le problème du communisme en France";

"La nouvelle entreprise facilitera, comme le plan Marshall, la concentration des entreprises françaises et leur contrôle par les trusts américains. Mais il s'agit, en outre, dans l'esprit de ses promoteurs, de substituer à la propagande du Plan Marshall une propagande basée sur quelques exemples concrets qui monterait en épingle les améliorations matérielles apportées par l'introduction des méthodes américaines dans des secteurs limités de la production. Ainsi les Américains se proposent en vertu des points 4 et 9 du traité "d'assistance technique", d'envoyer leurs techniciens et leurs conseillers syndicaux dans des "entreprises-témoins", voire, éventuellement, dans des "villages-pilotes".

"L'octroi des rémunérations momentanément plus élevées dans des "usines-témoins" - fut-ce au prix de subventions accordées par les Américains et de dégrèvements fiscaux consentis par l'Etat - permettrait d'accréditer l'idée qu'il est possible, à la fois, d'avoir "le beurre et les canons". Autrement dit que l'amélioration des conditions de vie serait compatible avec le réarmement."

L'objectif consiste, d'après PRONTEAU, à tenter de provoquer une idéologie nouvelle au sein de la classe ouvrière. Cette tentative de division parmi les travailleurs s'appuie sur une modification des modes de rémunération des salariés. Ainsi le courant revendicatif serait détourné, canalisé, vidé de son contenu, la lutte des classes érousée:

"Car ces messieurs rêvent de "lever l'hypothèque marxiste qui pèse sur le mouvement ouvrier français".

"Aux termes de leurs espoirs le "climat" de la productivité produirait une classe ouvrière étiolée et passive, parfaitement "conditionnée" pour l'usage patronal".

PRONTEAU affirme qu'il s'agit d'affaiblir à tout prix le front uni de lutte de la classe ouvrière pour pouvoir faire déboucher les peuples, en particulier le peuple français, dans la guerre impérialiste:

"C'est pourquoi l'opération "productivité" est à double face: les "relations humaines", les "gentillesse" efficaces alternent avec l'intensification des cadences de travail et la répression la plus féroce, comme c'est le cas aujourd'hui, par exemple à "l'usine-témoin" SIMCA."

PRONTEAU assure que le financement des armements est compliqué en France par l'ampleur des luttes revendicatives de la classe ouvrière, des paysans et des classes moyennes:

"si le capitalisme français a pu assurer le financement de la seconde guerre mondiale en bloquant dès 1939 les salaires et en allongeant la durée du travail, le renforcement de la capacité d'organisation de la classe ouvrière rend ces opérations plus difficiles. Il lui faut donc, avant tout, tenter de désagréger les organisations ouvrières. "L'opération productivité" est une ruse pour engager plus profondément notre économie sur le sentier de la guerre."

PRONTEAU affirme que les Américains, dans leur propagande sous-entendent la force des traditions nationales du peuple, le sens de classe et la finesse politique de la classe ouvrière française:

"Le refus assez cinglant pour eux, opposé pourtant par un adversaire de la classe ouvrière, comme GINGEMBRE, témoin de l'ampleur de la résistance du peuple français, y compris de certaines formes de l'ingérence américaine.

"Les ouvriers français causeront encore bien des déboires et des déceptions aux impérialistes américains.

/Déjà, dans les.....

"Déjà dans les "entreprises-témoins" telle la SIMCA, la lutte des classes a repris ses droits, et les ouvriers luttent contre l'accentuation des cadences,"

FRONTEAU exprime la certitude que, malgré la conjonction sans précédent dans cette entreprise de tous les partis politiques - à l'exception du P.C.F. - malgré l'ampleur des moyens mis en oeuvre, la classe ouvrière fera front victorieusement:

"Les communistes français combattent donc, en tant que patriotes, "l'opération productivité". En tant que patriotes parce que c'est l'arme brandie et manœuvrée par les impérialistes américains et leurs complices pour asservir la nation et la jeter dans la guerre en s'attaquant à sa force vive: la classe ouvrière. Ils la combattent en tant que prolétaires révolutionnaires, parce que dans une société divisée en classes antagonistes, la productivité du travail elle-même est au service des exploités. Il n'y a pas de productivité "bonne pour tous". En régime capitaliste, accroître la productivité c'est nécessairement et toujours arracher à la classe ouvrière un peu plus de ses forces vitales pour le compte de ses employeurs. Actuellement et dans le cadre de "l'opération productivité", c'est par surcroît tenter de lui ravir sa lucidité et de diviser ses rangs pour retarder l'heure de sa libération".

D. Solidarité avec les peuples des colonies

22. L'importance que la PCF attache à la solidarité agissante entre travailleurs coloniaux et travailleurs français a été récemment soulignée par la présence de Jacques DUCLOS, secrétaire général par intérim du parti, à la Conférence de la Fédération de la Gironde du PCF, qui s'est tenue à Bordeaux. Dans son discours de clôture, DUCLOS en traitant du problème de la lutte pour la défense de la paix et de la lutte anti-colonialiste, a déclaré:

"Le 6 mars dernier, les vaillants dockers de Bordeaux refusaient de charger à bord de "l'Atlas" des canons destinés au Maroc.

"Le lendemain, ils étaient 1.300 unanimes à refuser d'embarquer ces canons. Bravo, camarades dockers, vous avez montré par vos actes votre inébranlable volonté de vous opposer à la guerre." (L'Algérien en France, Avril 1952).

23. Le même thème a été repris par Léon FEIX, responsable de la Section centrale des Pays d'Outre-Mer du Comité Central du P.C.F. En parlant des récents événements en Tunisie, au Maroc et en Algérie, FEIX déclare (L'Humanité du 30.4.52.):

"Ces événements ne peuvent pas se séparer. Il s'agit en réalité d'un plan d'ensemble destiné à tenter de briser le mouvement national dans les trois pays d'Afrique du Nord, afin d'y maintenir les privilèges colonialistes et d'accentuer les préparatifs de guerre. Les auteurs de ce plan ce sont les gouvernants français, Pinay en tête."

FEIX déclare: que la responsabilité des communistes, celle de tous les travailleurs, de tous les démocrates est engagée:

"Nous avons donc à nous élever plus vigoureusement que jamais contre la politique violemment colonialiste du gouvernement Pinay. Il est possible d'arracher la fin de la guerre du Viet-Nam et la cessation de la répression en Afrique du Nord et ailleurs. A condition que l'ensemble de la classe ouvrière et toutes les couches de la population se dressent avec une force accrue contre une telle politique. Alors, à l'exemple des dockers de Bordeaux refusant récemment de charger un bateau de matériel de guerre pour le Maroc, se multiplieront les actions pratiques de masse contre la fabrication et la manutention du matériel de guerre. C'est là notre devoir. Et c'est notre intérêt."

24. Le même Léon FELIX constate que dans tous les pays coloniaux, les gouvernants français rencontrent des difficultés de plus en plus sérieuses (L'Algérien en France, Avril 1952), mais il souligne que les communistes français ont aussi, dans la période de grandes luttes des peuples coloniaux, à former un bloc sans la moindre fissure entre travailleurs algériens en France et travailleurs français:

"Rien ne s'oppose à notre union si ce n'est, ça et là, certains incompréhensions - entretenues par notre ennemi commun - dont pas un ne résiste à une discussion franche et loyale. Eliminer ces incompréhensions, partout où elles existent encore, est une tâche de chaque jour. Car c'est la condition de notre marche en avant."

E. "L'occupation américaine"

25. Pendant tout le mois d'avril la presse communiste a multiplié reportages et articles tendant à anéantir la population contre la présence de troupes américaines en France. Ce sont les journaux "l'Humanité", "La Vie Ouvrière" et "l'Avant-Garde" qui ont reçu l'ordre de mener cette campagne et de publier dans chaque numéro des pages entières consacrées aux incidents entre les soldats américains et la population ainsi qu'aux inconvénients qui résultent de l'institution des bases militaires américaines; manque de logements pour les Français, augmentation du cout de vie dans les régions "occupées", etc.....

F. Le réarmement de l'Allemagne

26. Outre le comité pour la solution pacifique du problème allemand, présidé par Justin GODART, un autre comité du même genre est né après la conférence organisée sur l'initiative du Mouvement contre le Racisme et l'Antisemitisme, pour la Paix (M.R.A.P.) le 13 décembre 1951, après la démarche, le 4 janvier, d'une délégation auprès de l'O.N.U., les personnalités qui s'étaient associées à cette action, se sont réunies le 31 janvier, salle des ingénieurs civils, à Paris. Elles ont décidé de constituer un Comité d'Action contre le Réarmement de l'Allemagne d'une cinquantaine de membres, dont -

- | | |
|----------------------|-------------------------------------|
| BABY Jean | Professeur et écrivain |
| BLONCOURT Elie | Président du P.S.U. |
| LYON-CAEN Léon | Président à la Cour de Cassation |
| l'amiral MUSELIER | |
| PRENANT Marcel | Président à la Faculté des sciences |
| SERRRE Charles | Vice-président de la F.N.D.I.R.P. |
| SPIRE André | Ecrivain |
| le Prof. WEILL-HALLE | Membre de l'Académie de Médecine |

EFB

Réuni le 19 mars, le Comité a décidé: (1) de conjurer ses efforts et de coordonner son activité avec celle des comités créés dans le même but, plus particulièrement avec le comité présidé par Justin GODART; (2) de participer à la conférence européenne pour la solution pacifique du problème allemand; (3) de proposer au Comité présidé par Justin GODART, l'organisation en commun d'un meeting à Paris.

27. La campagne contre le réarmement de l'Allemagne a reçu récemment l'appui venant du côté des neutralistes français. Ainsi, en analysant la déclaration du parti travailliste sur le réarmement allemand, publiée le 30 avril, Hubert BEUVE-MERY, directeur du journal "Le Monde", écrit que cette déclaration:

"est surtout l'aspect britannique d'une résistance très nette ou, si l'on veut, d'une répugnance croissante d'une grande partie de l'opinion occidentale, qui se sent de moins en moins prête à entériner l'intégration de l'Allemagne dans le système occidental avant qu'un nouvel effort soit accompli sur le plan des conversations entre les quatre." (Le Monde du 3.5.52.).

G. La nomination du général RIDGWAY

28. Le jour même de la nomination du général RIDGWAY au commandement suprême allié en Europe, "Ce Soir", journal communiste du soir écrivait:

"Ce choix constitue un défi brutal à l'opinion publique européenne et notamment à l'égard des Français qui, chaque jour, plus nombreux, s'élèvent contre la guerre microbienne menée par RIDGWAY en Corée."

Le lendemain Pierre COURRADE écrivait (l'Humanité du 29.4.52.) que le caractère provocant de cette nomination n'était pas douteux et concluait

"A la provocation de Washington et de son propre gouvernement le peuple français répondra comme il convient; en intensifiant en élargissant son action, pour une solution pacifique de la question allemande, pour le départ des occupants étrangers, pour la paix."

Marcel FOURRIER, rédacteur en chef de l'organe officieux de l'Union Progressiste (Libération du 29.4.52.), se demande si la nomination du général RIDGWAY est un bluff ou provocation:

S'il s'agit d'un bluff, il ne peut impressionner personne. S'il s'agit d'une provocation, elle est tellement grossière que même ceux contre lesquels elle semblerait dirigée ne peuvent s'en enouvoir outre mesure.

"Mais en ce qui nous concerne, nous Français, nous considérons la présence du général RIDGWAY à la tête d'un quartier général installé en France comme parfaitement inopportune."

29. Le 29 avril, la Commission permanente du Mouvement de la Paix a publié l'appel dans lequel elle proteste contre la nomination du général RIDGWAY au commandement suprême allié en Europe:

"Le gouvernement français, en sollicitant cette nomination, vient de porter une nouvelle fois atteinte à l'honneur du pays,

"Le président TRUMAN, en procédant à cette désignation, a dit que ce poste comportait une connaissance exceptionnelle des méthodes de combat modernes.

"Les méthodes de combat employées par le général RIDGWAY en Corée ont entraîné la destruction de villes entières au ras du sol, la massacre systématique des populations civiles, l'emploi d'armes de destruction massive: napalm, gaz toxiques, armes microbiennes.

"La nomination de cet officier général révèle plus clairement encore à l'opinion publique le danger que les préparatifs actuels font peser sur la sécurité de la France et sur la paix du monde.

"La commission permanente du Mouvement de la Paix demande à tous ceux qui sont soucieux de l'avenir de notre pays, et de la sauvegarde de la paix, de s'associer à cette protestation."

H. Campagne contre la politique de guerre, de misère et de fascisation

30. Jacques DUCLOS affirme (Démocratie Nouvelle, avril 1952) que la mise en application de la politique américaine en France est en état de crise du fait de l'opposition populaire qu'elle soulève, et que cet état de choses ne peut manquer de s'aggraver. Il dénonce la responsabilité des dirigeants socialistes dans le déroulement des événements qui ont abouti à la venue au pouvoir du "vichyste PINAÏ, fourrier de DE GAULLE", et il déclare que les travailleurs socialistes se désolidarisent de plus en plus de leurs leaders;

"C'est pourquoi en ce moment, alors que l'unité d'action de la classe ouvrière est d'une nécessité impérieuse et d'une extrême urgence, les travailleurs socialistes sont sans aucun doute, en raison de la marche des événements, mieux à même qu'en d'autres circonstances d'entendre leurs camarades communistes, de les comprendre, de mesurer l'étendue des crimes commis par leurs dirigeants et de s'engager dans la voie de l'union pour l'action.

"C'est dans ces conditions que peut se réaliser et que se réalisera l'unité de la classe ouvrière, que peut se faire et que se fera l'union de toutes les forces démocratiques et de toutes les énergies nationales pour rétablir l'indépendance nationale, pour sauver la paix, pour barrer la route au fascisme et pour préparer les conditions qui rendront possible demain la constitution d'un véritable gouvernement de la France. Car tel est l'objectif auquel tendent, en définitive, les luttes politiques que livre et que livrera avec une vigueur accrue un grand peuple qui ne veut pas être esclave et qui n'acceptera jamais que la France soit un protectorat américain."

31. Michel LEBOURG, rédacteur à l'Humanité, en parlant de la victoire du président du Conseil LEMER à l'Assemblée Nationale, qui a réussi à faire passer ses projets financiers, écrit (l'Humanité du 10.4.52.) :-

"Quant aux députés socialistes, ils ont, dans six votes sur dix, accordé leur confiance à leur apparenté du 17 juin, à l'homme dont ils veulent "laisser faire l'expérience". Et s'ils ont voté six fois seulement dans ce sens, c'est parce que certains projets avaient suscité dans la classe ouvrière une telle réprobation et dans le grand patronat une approbation si tapageuse, qu'ils risquaient, en les votant, de trop se déconsidérer aux yeux des travailleurs qu'ils influencent encore."

LEBOURG conclut:

"Mais les précautions qu'ont dû prendre, par quatre fois, les députés socialistes, à l'endroit des travailleurs socialistes, contiennent un enseignement important pour nous: elles indiquent les possibilités croissantes d'une action commune entre l'ouvrier communiste et son frère socialiste."

I. La guerre bactériologique en Corée

32. A sa descente de l'appareil qui le ramenait d'Oslo, Yves FARGE président du mouvement français de la Paix, a été interviewé par le représentant de l'organe officieux de l'Union Progressiste (Libération du 3.4.52.) à qui il a déclaré que le comité chinois de la Paix a proposé l'institution d'une commission internationale qui puisse rassembler les faits et juger les preuves:

"M. KUO MO JO a déclaré nettement, au cours d'une conférence de presse tenue hier à Oslo, que cette commission pourrait vérifier tout ce qu'elle entendra vérifier. Elle aura naturellement la possibilité d'interroger les prisonniers américains et nationalistes chinois qui ont participé à ces opérations."

En répondant à la question comment sera constituée cette commission, Yves FARGE a dit:

"Nous entendons nous adresser à de hautes personnalités scientifiques, juridiques et religieuses du monde entier, et dont l'impartialité soit au-dessus de toute contestation."

"Je reviens bouleversé....."

34. Depuis la publication de la résolution d'Oslo, la campagne contre la "guerre bactériologique" dont les forces américaines auraient pris l'initiative en Corée et dans la Chine du Nord, revêt une grande ampleur dans toute la presse communiste et apparentée. Elle publie quotidiennement des "documents" (rapports et photos) et des protestations. A cette campagne s'est joint aussi "l'Observateur" tout en admettant qu'il est évident qu'un certain nombre de faits cités par la presse communiste ne méritent aucun crédit, pense, qu'en revanche, il y en a d'autres qui appellent une étude sérieuse;

"Il ne semble pas qu'on puisse déduire de ces faits qu'une véritable guerre bactériologique a commencé en Extrême-Orient. Mais l'hypothèse d'une expérimentation de certaines armes bactériologiques par les Américains (expérimentation qui serait de nature à faire réfléchir les négociateurs de Pan-Mun-Jon) ne peut être écartée a priori." (Observateur du 10.4.52.).

Ces remarques de l'Observateur accompagnent "le témoignage de M. JACQUIER", publié dans le même numéro de cet hebdomadaire. Maître Marc JACQUIER avocat à la Cour, gendre de Marcel CACHIN et membre du P.C.F., se trouvait parmi les membres de la Commission d'enquête envoyée par "l'Association internationale des juristes démocrates" en Extrême-Orient et qui s'est rendue notamment à Pékin, à Poughdon, à Pyong-Yang et à Wonsan. Maître JACQUIER résume dans son témoignage les constatations de la commission et conclut:

"Au vu de ces constatations, notre Commission a été unanime à considérer que l'emploi d'armes bactériologiques dans ces circonstances ne pouvait être contesté.

"S'agit-il seulement pour le moment d'expériences pratiquées sur une large échelle pour vérifier les effets des armes bactériologiques mises au point dans les laboratoires des Etats-Unis? Je ne peux me prononcer avant d'être informé sur l'état sanitaire des régions intéressées dans les semaines à venir.

"Mais en tout état de cause, même s'il s'agit d'expériences, elles sont pratiquées sur des hommes, des femmes et des enfants. Et il n'est pas possible de prévoir à l'avance l'extension d'une épidémie qui pourrait être ainsi provoquée, ni d'en contrôler le développement."

35. Le 9 Avril, le Mouvement national de la Paix, a organisé, à l'Hotel des Deux Mondes à Paris, une conférence de presse. Mme Eugénie COTTON, Laurent CASIMOVA, Gilbert de CHIEBRUN et Pierre COT entouraient Yves FARGE qui fit la relation des faits dont les membres du Bureau du Conseil Mondial de la Paix ont eu connaissance sur la guerre bactériologique en Corée et en Chine. Maître Marc JACQUIER exposa les constatations de la Commission d'enquête en Chine et en Corée de l'Association Internationale des juristes démocrates.

Le même jour la Commission nationale permanente du Mouvement de la Paix a publié un appel à tous les Français à agir sans tarder pour:

1° Faire cesser immédiatement la guerre bactériologique.

2° Obtenir que les Etats-Unis signent la convention de 1925, c'est-à-dire s'engagent solennellement à renoncer à l'arme microbienne.

3° Imposer l'interdiction de toutes les armes de destruction massive (bactériologiques, atomiques...), condition indispensable pour un désarmement général, progressif et contrôlé."

36. Le Conseil National du Mouvement de la Paix a adopté le 21 Avril, une résolution invitant les Français à se dresser contre la guerre bactériologique. Dans cette résolution le Conseil National demande aux Comités de la Paix de diffuser largement l'appel du Bureau du Conseil National et de soutenir la Commission Internationale composée de personnalités scientifiques qui se rendra en Corée et en Chine. Il leur demande d'adhérer une vigoureuse campagne de protestations pour que cesse immédiatement la guerre bactériologique. (Le soir du 23.4.52.).

J. Forces Françaises de la Résistance

37. Malgré les efforts continus des dirigeants de l'Association des Anciens F.F.I.-F.F.L.L. et de leurs amis, la formation des comités d'union de la Résistance progresse lentement. Après un long intervalle l'organe de cette association annonce (France d'abord du 27.4.52.) que dans le département de la Seine les représentants de différents mouvements de Résistance, réunis à Paris le 15 Avril, ont décidé de former un Comité d'Union. Un bureau provisoire a été constitué:

- Président: DUJUIH(F.F.I.)
- Vice-présidents: DUBOIS(Charles de Gaulle), BOUILLON(O.F.F.),
DROH(O.F.F.)
- Secrétaires: LILICU(F.F.I.R.F.), LEMBVERE(O.F.F.)
- Membres: JACOB P.(Zero-France), LEMOINE(F.F.L.N.)
BOURIS(Front National)

Le Comité a fait appel à toutes les organisations de Résistance(F.F.L.F.F.C., R.I.F. etc.) pour qu'elles se joignent à lui. C'est seulement alors que sera élu le bureau définitif.

PART V - INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

A. La Conférence de Moscou

38. Parmi les articles et reportages qui ont paru dans la presse communiste et apparentée, pendant et après la conférence de Moscou, le plus intéressant est peut-être celui de Jacques ARTEL, l'Observateur du 29.4.52.), membre du Comité d'organisation de la Conférence. ARTEL est membre du comité de rédaction de l'hebdomadaire politique, économique et littéraire l'Observateur, dirigé par Claude BOURDEL, qui récemment s'est beaucoup rapproché des communistes stalinien et peut, à juste titre, être considéré comme leur compagnon de route. ARTEL, dans son article, intitulé: "Renouveau européen sur la conférence de Moscou", déclare:

"Tout ce qui fut écrit à l'avance contre la Rencontre économique s'avère à la relecture, singulièrement dépassé. Le bilan assez complet que l'on peut aujourd'hui dresser oblige à constater que, quelles qu'en soient les raisons, les discussions et les accords présentent un indéniable caractère commercial et que les problèmes posés au gouvernement comme aux industriels sont aussi des problèmes commerciaux."

39. On sait que la Rencontre économique internationale a décidé, à sa dernière séance de constituer un Comité de contribution au développement du commerce international. Ce comité est composé de 2 personnalités (Notion du 25.4. au 1.5.52.).

40. En outre, les participants français à cette rencontre ont décidé de constituer un comité national qui sera en charge de développer le commerce de la France avec les pays de l'Est. Ils se réuniront à ce propos le 6 mai à Paris. Quelques jours plus tard, le 16 mai, plusieurs délégués, M. D. WILS, STORZ, VAN LAMUX et BOUCHAUX feront une conférence à la salle d'Héra devant les ingénieurs de L'URIC et de L'UNITEC.

41. De son côté, la revue "Jeune Internationale" organise, le 2 mai, son troisième dîner-conférence au cours duquel les membres de la rédaction de cette revue qui ont participé à la conférence de Moscou, en particulier, Jean DURANT, Charles BARRILLIET, Jacques CHARRILLON et Jean BERNARD exposeront leurs impressions de voyage en Union soviétique.

42. Paul BASTID de retour de Moscou, arrivé à Nice le 15.4.52., a fait au représentant de l'A.F.P. une déclaration au sujet de la conférence économique;

"Je suis allé à Moscou à titre privé, a dit Paul BASTID, avec d'autres délégués français appartenant aux milieux les plus différents. Les Français, qui se connaissent peu au départ, se sont parfaitement entendus en Russie et ils n'ont eu en vue que l'intérêt national. La Conférence s'est contenue dans un programme d'affaires et je dois reconnaître que les Russes y ont tenu la main.

"Des marchés importants ont été conclus ou amorcés, du côté français et bien plus encore du côté anglais. 49 pays différents étaient représentés à la conférence. Le désir de traiter semblait manifester du côté soviétique. Tout cela est naturellement subordonné à l'acquiescement des gouvernements occidentaux, mais j'insiste sur le fait que la conférence a systématiquement laissé de côté les questions politiques sur lesquelles nous ne pouvons pas, bien entendu, réaliser l'unanimité...

"...Il eût été peut-être plus normal que les négociations fussent conduites de gouvernement à gouvernement, mais il ne faut pas être trop rigoureux sur le chapitre protocolaire et dans l'intérêt de la paix je crois qu'il faut saisir toutes les occasions de rapprochement entre les hommes, même si elles ne se laissent pas réduire à des formules classiques."

43. Un autre délégué à la conférence de Moscou, Jean-J. GIBURCL, président de la Chambre syndicale des industries métallurgiques de la région de Thiers, a publié ses impressions de voyage. (La Tribune des Nations, no. 340 du 25.4.52.). Il déclare que les délégués français sont revenus de Moscou enchantés des affaires traitées ou amorcées, enchantés de "l'inoubliable" accueil des autorités officielles soviétiques et de toute la population de Moscou. Il affirme que des tracasseries policières ne se verraient pas en U.R.S.S. Il trouve les habitants de Moscou très correctement vêtus. Au retour, il fut invité, avec quelques autres délégués, par la délégation tchèque, à faire escale à Prague pour traiter avec les services compétents. GIBURCL conclut ses impressions de la façon suivante:

"Allons-nous refuser des mains amies qui se tendent vers nous? Allons-nous laisser échapper une occasion d'apaiser les esprits? Maurice DEUCH, prix Goncourt et homme d'esprit, était des nôtres; avec humour il lança, à Moscou, le nouveau slogan: hommes d'affaires de tous les pays, unissez-vous.

"Qu'ils suivent les gouvernements l'exemple des hommes d'affaires."

44. Le 19 Avril, le journal communiste "Ce jour" publiait l'information téléphonique de Jean CHARRIER, son envoyé spécial à Moscou, suivant laquelle Robert GAMBIRON, secrétaire général du Comité de contribution au commerce international, est parti le jour même pour la Chine. GAMBIRON compte visiter Pékin et Shanghai, prendre contact avec le peuple chinois; il espère voir Mao Tse Tung et pense repasser par Moscou dans quinze jours, trois semaines (première décade de mai). La même temps que lui sont partis pour la Chine: DE OLIVEIRA Americo (Brésil); GARCIA Juan Manuel, OLIVERI; BARRELOI; LIMA José; HAZELBRO (Chili).

/B.....

B. Association internationale des juristes démocrates

45. Au courant du mois d'avril a eu lieu à Vienne la conférence du Conseil de l'Association internationale des juristes démocrates consacrée à la discussion sur l'emploi par les Américains de l'arme bactériologique. D'après le journal "Le Monde", parmi les personnalités participant à cette conférence on compte M. D.N. TRITT (Angleterre), le secrétaire général de l'Association Maître JOE NORDEMAN, l'abbé BOULIER (France), Mme BOUFFETOUX (Belgique), M. Achille LORDI (Italie). Maître Marc JACQUILLER, membre français de la Commission d'enquête, a donné lecture du rapport spécial "sur l'emploi d'armes bactériologiques par les forces U.S.A. en territoire chinois".

C. Yves FARGE en Chine

46. Yves FARGE, président du Mouvement français de la Paix, est parti, le 21.4.52., invité par le Comité de la Paix de Chine à l'occasion des fêtes qui y seront données pendant le mois de mai, en l'honneur de Victor Hugo (l'Humanité du 22.4.52.). Il était accompagné de sa femme. Il est arrivé à Pékin le 28.4.52.

D. Conférence internationale pour le règlement pacifique du problème allemand.

47. Le 4 mai se réunira à Bâle le comité d'initiative chargé de préparer la conférence internationale pour la solution pacifique du problème allemand, dans le cadre du Mouvement de la Paix. La Conférence internationale aura lieu probablement les 14 et 15 juin. Elle groupera des délégués de France, d'Allemagne, d'Autriche, de Belgique, du Danemark, d'Angleterre, d'Italie, du Luxembourg, de Hollande, de Norvège, de Pologne, de Suisse et de Tchécoslovaquie. En France, au cours du mois de mai, des réunions avec débats ou des journées d'études seront organisées à Lyon, Grenoble, Strasbourg, Marseille, Rouen et plusieurs autres villes de France, pour permettre à la population de se prononcer sur les moyens pacifiques d'obtenir la démilitarisation de l'Allemagne et le désarmement général. (Ce Soir du 24.4.52.).

E. Conférence des Eglises de l'U.R.S.S. pour la Défense de la Paix

48. Les dignitaires de l'Eglise orthodoxe russe ont invité l'abbé Jean BOULIER, le pasteur NIEMOLLER, le docteur Hewlett JOHNSON, doyen de Canterbury, à Moscou pour participer à la Conférence des Eglises de l'U.R.S.S. pour la Défense de la Paix (l'Humanité du 22.4.52.).

F. Artistes français à Varsovie

49. Un groupe d'artistes français dont les oeuvres figurent à l'Exposition d'art français contemporain de Varsovie est arrivé dans la capitale polonaise à l'invitation du comité polonais pour les relations culturelles avec l'étranger. Ce groupe comprend les peintres Jean MILHAUD, Marie-Anne LANSIAUX, Michel DE GILARD et les maîtres tapissiers Jean PIJERT, LEDOUX et Marc SAINT-SAENS (Ce Soir du 2.4.52.).

G. Les relations entre l'U.N.E.F. et l'U.I.E.

50. Gérard DE BERNIS, ancien président de l'Union Nationale des Etudiants de France (U.N.E.F.), d'avril 1950 à novembre 1950, dans l'article intitulé: "L'unité internationale est-elle possible?" (Esprit avril 1952) attaque la politique de son successeur à l'égard de l'U.I.E. Il trace d'abord l'histoire du mouvement étudiant international dont la naissance remonte à moins de six ans. L'U.I.E. (Union Internationale des Etudiants) vit le jour au premier Congrès des Etudiants du Monde à Prague, du 18 août au 3 septembre 1946:

/ "Les statuts.....

"Les statuts de la nouvelle organisation internationale furent acceptés dans l'enthousiasme par le Congrès.

"Ces statuts sont davantage que des mesures d'organisation, ils constituent une véritable Charte qui marque une liaison avec la guerre de libération, le respect du principe de non-discrimination, une participation aux grands courants de pensée de l'époque (Charte de l'Atlantique). Ils définissent les droits de l'étudiant et les moyens de les défendre; ils affirment solennellement la volonté de supprimer les traces de fascisme, d'empêcher ses résurgences, de construire la paix.

"Jusqu'ici - février 1952 - aucun mouvement national n'a désavoué les principes exprimés dans la Constitution de l'U.I.E. Ce qui prouve que l'unité internationale reste possible sur ces bases mêmes."

Gérard de BERNIS décrit ensuite l'organisation de l'U.I.E. C'est un organisme contrôlé, dirigé, en l'intervalle des Conseils annuels, par un Comité exécutif d'une quinzaine de membres se réunissant chaque trimestre, et par un Secrétariat relativement restreint qui est la cheville ouvrière de l'organisation. A côté du Secrétariat se sont organisés rapidement un Département par grande question, avec à sa tête

(1) Le Département de presse et d'information - Il édite un magazine en cinq langues; "Étudiants du monde"; quoique sans régularité absolue, sa publication s'améliore peu à peu. L'U.N.E.F. n'y collabore pas. Les seuls Français à la rédaction du magazine venaient de l'extérieur de l'U.N.E.F.; recrutés par des associations politiques, ils ignoraient tout de la vie étudiante française. En dehors de ce magazine, ce Département assure chaque semaine, un Bulletin de presse ronéotypé, qui donne des nouvelles précises sur les activités étudiantes dans le monde.

(2) Le département de Coopération Intellectuelle. Il devait, outre un Centre de Correspondance internationale, organiser des "Bureaux de Faculté" créant des réunions, discipline par discipline, pour approfondir les problèmes communs. Seuls le bureau de Médecine (Londres 1948) et celui de l'Architecture (Milan 1947, Londres 1949) se réunirent effectivement.

(3) Le département des Sports.

(4) Le Département d'Échanges et Voyages.

(5) Le Département des conditions économiques et sociales, et de la santé de l'étudiant, qui, en 1949, fusionna avec le Département d'entraide. Responsable Bernard BÉREAU (Roumanie).

En outre il existe le "Bureau des Étudiants en lutte contre le colonialisme" qui publie un bulletin périodique sur ces problèmes.

L'U.I.E. a son siège à Prague.

Gérard DE BERNIS avoue que, dès le départ, la majorité appartenait aux mouvements étudiants d'influence marxiste;

"Cette majorité comprenait autour de l'U.R.S.S. les démocraties populaires, autour de la délégation chinoise les délégués des pays coloniaux africains ou asiatiques, enfin les délégués sud-américains qui ont toujours voté avec les étudiants des pays sus-nommés.

"Ajoutons qu'il n'y a pas en 1946 d'U.N.E. aux États-Unis, au Canada, en Australie. L'United States National Student Association (U.S.N.S.A.) n'adhérera jamais pas plus que les Canadiens. Les Australiens ne feront qu'une brève apparition. Quant aux Suisses, aux Belges, aux Suédois, aux Danois, dès les premières difficultés, ils se retirent.

"Il ne s'agit pas malheureusement de poser les responsabilités, qui appartiennent d'abord à ceux qui se sont abstenus. Mais toute l'évolution s'explique ainsi. Quand P. TROUVAT ou B. RUSI (président de la B.N.U.S.) essaieront d'expliquer la situation réelle au Comité Exécutif, ils apparaîtront comme des tièdes. On passera outre à leurs mises en garde et on le fera avec une parfaite bonne conscience. Mais à un moment où la politique communiste était durcie, nous avons senti une vague de sectarisme déferler sur l'U.I.E. et l'on n'a pas écouté ceux qui, défenseurs acharnés de l'U.I.E. en France, ont crié la vérité de la situation."

/Gérard de BERNIS.....

Et DE BERNIS conclut:

"Telle est la situation présente. L'U.N.E.F. a de lourdes responsabilités, mais elle n'est pas une abstraction. Elle est le mouvement authentiquement constitué par l'ensemble des étudiants français. Nous leur faisons assez confiance pour savoir que ces tractations "occidentales" se sont faites, certes, en profitant de leur inadmissible passivité, mais sans refléter véritablement leur volonté. Participer plus longtemps à un mouvement de division, c'est à la fois se vouer à une cause sans issue et sans efficacité, renier l'originalité même de leur propre mouvement national et - nous n'hésiterons pas à parler clairement - poser un de ces actes qui, jour après jour, s'enchainent pour nous amener pas à pas vers la guerre."

PART VI - MISCELLANEOUS

A. La Vatican et le Mouvement de la Paix

51. Victor LEDUC, journaliste communiste bien connu dont le vrai nom est Valdomar NECHESCHEINE, analyse la politique du Vatican à l'égard du Mouvement de la Paix (Cahiers du Communisme, Avril). Il affirme que l'influence du mouvement de la paix grandit non plus seulement sur de petits groupements de catholiques d'avant-garde, mais sur les masses catholiques elles-mêmes. Il souligne que le travail politique commun implique le respect pour les convictions religieuses, mais aussi la vigilance, pour ne pas laisser porter atteinte aux principes communistes, et l'effort d'éducation lié à l'action:

"La vigilance et l'effort d'explication sont d'autant plus nécessaires que les succès remportés dans la voie de l'unité d'action avec les catholiques gênent considérablement le Vatican, car ils vont à l'encontre de sa politique."

LEDUC constate qu'à l'égard du Mouvement de la Paix, les déclarations hostiles des évêques se multiplient, que la hiérarchie catholique cherche à semer la confusion au sein même du mouvement de la Paix, et conclut:

"En face de telles manoeuvres, il appartient aux communistes de tout faire pour consolider et pour élargir l'unité d'action avec les catholiques. C'est travailler à consolider et à élargir cette unité que d'expliquer aux catholiques, sans heurter leur foi, la politique réactionnaire du Vatican et de la haute hiérarchie ecclésiastique, que de leur donner des éclaircissements sur le sens de ces campagnes idéologiques en soulignant les raisons politiques, qui n'ont rien à voir, en vérité, avec la défense de la religion."

B. La santé de Maurice THOREZ

52. Le 7 avril "l'Humanité" publiait l'information suivante:

"François BILLOUX, membre du Bureau Politique vient de rentrer après avoir passé près de deux semaines auprès de notre camarade Maurice THOREZ."

Il nous a déclaré:

"Nous nous sommes entretenus longuement de la lutte du peuple de Franco pour la paix et la reconquête de l'indépendance nationale."

Aucun des aspects de cette lutte n'échappe au secrétaire général du Parti Communiste Français qui a déjà repris, comme on le sait, sa participation à la direction de notre Parti.

C'est vous dire aussi que le rétablissement de Maurice est en progrès constant ainsi que j'ai pu en être le témoin au cours même de mon séjour."

/C. Publicité.....

C. Publicité en faveur des républiques populaires d'Europe

53. Le revue mensuelle "Démocratie Nouvelle" va éditer pour le premier Mai un numéro spécial sur la situation générale, politique et économique dans les six républiques populaires d'Europe: "Levons le rideau de fer". Marcel CACHIN, membre du Bureau Politique du P.C.F. en fait éloge (l'Humanité du 29.4.52.) et déclare que ce numéro renseigne avec détails et précisions sur ces pays qui sont "si odieusement calomniés".